

L'hon. M. Monteith: Les expéditions de blé en août et en septembre ont atteint 52 millions de boisseaux. En août et en septembre 1966, elles atteignaient 116.7 millions de boisseaux.

Des voix: Quelle honte.

L'hon. M. Monteith: L'un des principaux indices de croissance, celui de la production industrielle, a augmenté de 2.7 p. 100 pendant les neuf premiers mois de l'année, contre une moyenne de 5.7 p. 100 pour la période de 20 ans de 1946 à 1966. Voilà la preuve d'un fléchissement très net de l'indice de la production industrielle.

L'hon. M. Sharp: Par rapport aux niveaux les plus élevés de notre histoire.

L'hon. M. Starr: C'est dire que nous avons besoin d'un nouveau gouvernement.

L'hon. M. Monteith: Depuis que je siège à la Chambre, c'est-à-dire depuis 14 ans et quelques mois, je ne me souviens pas qu'un gouvernement se soit vu reprocher de façon aussi unanime sa gestion de nos affaires fiscales et financières ni que ses façons d'agir aient suscité une épouvante aussi générale.

L'hon. M. Sharp: Et je n'ai jamais entendu pareil discours si ce n'est de la bouche du député.

• (3.50 p.m.)

L'hon. M. Monteith: Ce budget, qui est supposé rétablir la situation, crée également des soucis dans tous les milieux. Je voudrais citer quelques extraits d'éditoriaux publiés un peu partout au pays, pour montrer que je ne suis pas le seul à éprouver ces sentiments mais qu'il s'agit de l'opinion unanime des Canadiens. Voici un paragraphe du *Globe and Mail* du 1^{er} décembre 1967:

Alors qu'il exhorte chacun à se restreindre, il augmente les impôts des Canadiens, les obligeant ainsi à expier les fautes du gouvernement, qui n'a pas su se restreindre, et pour rendre moins impérieuse la nécessité de s'adresser à un marché financier qu'il a mis à bout de patience. On ne voit pas un seul signe de déflation dans ce budget.

Ce qui suit a paru dans le *Star* de Toronto du 1^{er} décembre:

M. Sharp porte la responsabilité des erreurs commises sur le plan fiscal. Il devra expliquer au pays pourquoi il a supprimé le plafond du taux de prêt des banques, contribuant ainsi à relever les taux d'intérêt.

Il devra expliquer pourquoi il a attendu si longtemps avant d'essayer de combler son déficit.

Maintenant qu'il a enfin reconnu que le gouvernement ne peut continuer à vivre au-dessus de ses moyens, il devra défendre un budget qui essaie de nous faire accepter l'inflation actuelle par des promesses pour l'avenir.

Le 1^{er} décembre, le *Telegram* de Toronto écrivait:

Le ministre a maintenant divulgué ce dont tous les Canadiens se doutaient depuis longtemps. Les réductions de dépenses promises par Ottawa n'étaient pas en réalité des réductions, mais des retranchements opérés dans les prévisions budgétaires du ministère soumises à l'approbation du cabinet.

Et dans le même éditorial, nous trouvons cette autre déclaration:

Le temps est venu pour le gouvernement de montrer la voie. Les derniers impôts annoncés par M. Sharp devront encore être augmentés lors du budget de printemps afin de faire face au coût de l'assurance frais médicaux.

Le bond de 4.5 p. 100 dans les dépenses, suivi, l'an prochain, d'une nouvelle augmentation, ne sera pas du goût des Canadiens à qui on répète qu'ils doivent se serrer la ceinture.

Comme l'a dit hier soir M. Robert Stanfield, le chef des conservateurs, le gouvernement a commis, dans tout cela, une coûteuse erreur de jugement qui ne contribuera pas à lui faire regagner la confiance perdue.

Voici un bref commentaire publié par le *Spectator* de Hamilton le 1^{er} décembre:

Remettons les choses en perspective et voyons où le gouvernement se situe.

Ces impôts additionnels sont présentés pour sortir d'une impasse le gouvernement et non pas la population. Cette dernière n'obtient pas de nouveaux services en retour de ce sacrifice additionnel.

Le *Star* de Windsor écrivait le 1^{er} décembre:

Ce sera un budget impopulaire. Il touche cinq contribuables sur six, et tous ceux qui fument ou qui boivent. Ceux qui ont des revenus modestes et vivent déjà au jour le jour seront les plus atteints. Ils sont sur un seuil où chaque dollar compte. Ils n'en avaient déjà pas trop.

Et voici un extrait de la *Gazette* de Montréal du 2 décembre:

Si M. Sharp prenait ces nouveaux dollars des contribuables et les mettait soigneusement de côté pour qu'ils ne puissent être dépensés ni par les citoyens ni par le gouvernement lui-même, cela serait véritablement une mesure contre l'inflation. Mais chaque dollar d'impôt additionnel sera dépensé. Pourquoi les dépenses du gouvernement seraient-elles moins inflationnistes que celles des particuliers?

Le gouvernement explique que les nouvelles rentrées fiscales lui permettront de réduire son déficit. Il empruntera moins sur le marché des obligations. Cela allégera la pression sur ce marché des obligations et abaissera peut-être l'intérêt.

Tout cela est très bien. Mais pourquoi ne pas arriver au même but en diminuant les dépenses excessives du gouvernement au point où la nécessité d'emprunter serait proportionnellement réduite.

Le commentaire suivant provient du *Globe and Mail* du 2 décembre:

Par sa politique, le gouvernement a lâché un tigre qui râle au lieu de ronronner, et il ne sait pas trop comment le mater.

J'aimerais aussi citer un commentaire humoristique que George Bain a fait dans sa